



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Conférence Européenne des économistes agricoles, Uppsala 1975 : rapport général

R. L. Savary

Citer ce document / Cite this document :

Savary R. L. Conférence Européenne des économistes agricoles, Uppsala 1975 : rapport général. In: Économie rurale. N°113, 1976. Agriculture et inflation. pp. 43-45;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1976.2423>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1976_num_113_1_2423

Fichier pdf généré le 08/05/2018

CONFÉRENCE EUROPÉENNE DES ÉCONOMISTES AGRICOLES

Rapport Général (*)

R. L. SAVARY

Six questions paraissent cerner un bilan de nos efforts :

1. Les motifs de la convocation de cette conférence sont-ils confirmés ?
2. Les objectifs définis par les organisateurs sont-ils atteints ?
3. Les méthodes de travail adoptées ont-elles été satisfaisantes ?
4. Le consensus entre participants est-il significatif quant aux faits et quant aux orientations de leurs travaux ?
5. Les rapports entre économistes et agriculteurs sont-ils les meilleurs possibles ?
6. Les futures activités de l'AEAA que nous venons de créer promettent-elles d'être fructueuses ?

* * *

1^{re} question: les motifs de la convocation de notre Conférence sont-ils confirmés ?

La première des raisons de notre convocation était la nécessité d'un double bilan : celui des modifications profondes du cadre économique, social et politique de l'activité agricole en Europe au cours des dernières années et celui des acquis de la science économique susceptibles de permettre de les prendre en compte.

Sur le premier plan, la conférence a permis de dresser un inventaire plus impressionnant encore que beaucoup parmi nous ne l'avaient prévu. Il y a cinq ans seulement, quel économiste agricole se serait aventuré à pronostiquer simultanément : la dislocation irrémédiable du système monétaire international alors existant et l'absence durable de consensus pour son remplacement, l'effondrement des taux de croissance du PNB dans l'ensemble des pays industrialisés et la montée concomitante du chômage ; la menace d'une crise alimentaire mondiale due à l'épuisement des stocks minimaux de sécurité ; le quadruplement brutal du prix des hydrocarbures ; la prépondérance politique complète des champions d'un « nouvel ordre économique » au sein des organismes internationaux ; l'élargissement sans désordre majeur de la Communauté Economique Européenne ; la perception aiguë des risques d'épuisement des ressources naturelles non-renouvelables et de la pollution de l'environnement humain, etc. ? De même, peu nombreux sans doute étaient ceux qui auraient donné de grandes chances de succès à la conférence qui vient de se tenir à Helsinki et qui devrait logiquement ouvrir une ère de détente pour l'Europe entière.

Dans le domaine propre de l'économie agricole le changement n'a pas revêtu des formes aussi spectaculaires. Le trait le plus remarquable est peut-être une accélération des évolutions structurelles dans les secteurs fournisseur et acheteur de l'agriculture (concentration, intégration, centralisation) en face d'un rythme de transformation resté lent des structures proprement agricoles. Cette dysharmonie est désormais au centre de tous les problèmes agricoles contemporains. Elle appelle des options et des actions techniques et politiques nouvelles sur lesquelles nos débats, espérait-on, jetteraient quelque lumière.

Car les motifs de notre convocation n'étaient pas tous extérieurs à notre profession. Force nous est de reconnaître que la science de l'économie agricole n'a pas, depuis trente ans, souvent fourni à la société européenne les prévisions, les explications, les orientations et les solutions qu'appelaient les bouleversements de structures économiques, sociales et mentales souvent séculaires. Comme nos confrères de l'économie générale nous avons trop souvent projeté le passé dans l'avenir et trouvé à posteriori les explications devenues évidentes mais non absolutes de nos erreurs.

Je crois que cette conférence a contribué à préciser pourquoi. En cherchant les réponses aux quatre questions suivantes, nous allons en effet constater que nous avons surtout reconnu l'interdépendance de plus en plus étroite entre économie agricole, économie alimentaire et économie générale. Cette interdépendance tendant à devenir une interpénétration, une osmose, il n'y a plus désormais d'explication ni de solution « agricoles » aux difficultés de l'agriculture. La panacée « productivité » elle-même a perdu ses vertus magiques. Il nous faudra explorer de nouvelles avenues.

2^e question: Les objectifs de cette réunion sont-ils atteints?

Ces objectifs, je vous le rappelle, étaient les suivants : dégager les conséquences pour la politique, les échanges et la recherche agricoles européens des perspectives des années 1980 en matière d'économie générale, de technologie, de rapports agriculture-industrie-commerce et de structures agricoles.

La tâche était trop vaste pour être remplie. Mais les quatre rapporteurs principaux, éclairés par les exposés introductifs et par les discussions des groupes, se sont employés avec succès à apporter des éléments de réponse clairs et convaincants que nous résumerons tout à l'heure.

Reconnaissons néanmoins que les termes dans lesquels les questions étaient posées n'écartaient pas toute ambiguïté. Car il est légitime mais arbitraire de poser en postulat que politiques et échanges agricoles sont déterminés par la conjoncture, les progrès techniques et les changements structuraux. La réciproque n'est pas moins défendable. Quel est le déterminant et quel est le déterminé ? Un vieux jeu de paume pratiqué naguère dans toute l'Europe se jouait sur tous les murs du terrain aussi bien parfois que sur sol et plafond. Ainsi, des multiples facteurs qui renvoient la balle « produit agricole », sommes-nous bien embarrassés de dire lequel joue — ou lesquels jouent — le rôle décisif.

Etant de ceux qui croient qu'en régime d'entreprise personnelle ou collégiale tout autant qu'en régime socialiste les développements économiques sont avant tout le fruit de choix politiques et non celui d'un déterminisme aveugle et souverain, je me félicite que les réponses fournies aux questions des organisateurs aient remis la dynamique conjoncturelle, technologique et structurelle à sa vraie place : celle des énergies qu'il faut discipliner et harnacher à des fins sociales. La maîtrise des forces aveugles engendrées par des explosions (atomiques, démographiques, politiques et autres) est par excellence la tâche dévolue à notre époque.

Sans doute nos conclusions provisoires ne peuvent-elles prétendre jeter une lumière complète sur les évolutions prochaines. Du moins font-elles la part qui convient aux facteurs dont les hommes ont le contrôle. Tous les avenir ne sont pas logiquement possibles, étant donné les contraintes observables. Mais l'éventail du choix entre les divers avenir possibles est largement ouvert. L'un des rôles de l'économiste est d'éclairer ce choix et d'en objectiver les conséquences. Le cadre européen est à la fois suffisamment large et suffisamment défini pour permettre un tel exercice. En créant l'Association Européenne des Economistes Agricoles, nous avons fait un premier pas dans la voie d'une approche nouvelle.

La composition même de cette conférence témoignait du choix d'un cadre : l'Europe géographique englobant au moins trois zones identifiables : les économies socialistes, les économies libérales, communautaire et extra-communautaire. L'un des objectifs implicites de nos travaux était l'information et la fertilisation mutuelles des spécialistes pratiquant dans chacune de ces zones. Pour déterminer si cet objectif implicite a été effectivement atteint il nous faut aborder la troisième question posée et évaluer ce qu'ont été nos méthodes de travail.

3^e question: nos méthodes de travail ont-elles été satisfaisantes?

Je dois avouer qu'en venant à Uppsala, j'éprouvais quelques inquiétudes. Praticien bien plus que théoricien des labyrinthes de l'économie agricole et éloigné de l'université depuis bientôt quarante ans, je craignais d'aborder cette assemblée d'économistes éminents. Un re-cyclage intensif m'aurait, pensais-je, été bien utile pour tempérer la présomption dont j'avais fait preuve en acceptant d'être votre rapporteur général.

Mais ces craintes étaient mal fondées. En fait c'est la surprise contraire qui m'était réservée. Loin de cultiver l'ésotérisme le vocabulaire de vos propos m'a paru plutôt fade. Un bon élève d'une classe moyenne de l'enseignement secondaire le comprendrait. Loin de citer complaisamment mille auteurs et cent autorités vous avez limité vos références à quelques ouvrages archi-connus. Après tout A. Smith, Pareto et Shumpeter font partie de ma modeste culture économique. Ce sont les trois seuls, je crois, dont le nom ait été invoqué au cours de ces quatre journées ! De même le recours aux modèles mathématiques a-t-il été réduit à un minimum inférieur même à ce que je jugeais inévitable en 1975. Notre âge moyen suffit-il à l'expliquer sinon à l'excuser ?

Enfin, je redoutais par-dessus tout les querelles d'écoles, ces débats homériques — et souvent hermétiques — dont les savants aiment émailler leurs congrès internationaux. Ces joutes nous ont été épargnées. Les combats d'ours et de loups qui, nous a-t-on dit, se donnaient il y a quelques siècles sur les terres d'Utuna n'ont pas trouvé de réplique dans notre enceinte. C'est donc clair : cette première conférence européenne des économistes agricoles n'a pas ressemblé à un congrès scientifique : ni jargonage, ni culte de chapelle, ni empoignades. Nous avons, tout simplement et de notre mieux, travaillé.

Les quatre conférenciers invités, leurs huit interlocuteurs et les quatre rapporteurs principaux ont sans nul doute apporté la contribution essentielle à nos travaux. Le compte rendu de leurs exposés en portera témoignage.

Ce sur quoi il faut nous interroger est la méthode de travail par petites tables de cinq ou six, dont les conclusions respectives sont rassemblées dans le cadre de groupes réunissant cinq ou six tables pour présentation le soir même à la séance plénière, le rapporteur du jour étant appelé ensuite à en formuler une synthèse plus approfondie.

Une première impression, très partagée je le crois, est que cette procédure permet effectivement à tous les participants de s'exprimer beaucoup plus longuement et librement qu'aucune autre. Elle permet aussi des échanges de vues directs et animés. Malheureusement elle a l'inconvénient grave de priver pratiquement 95 % des participants du bénéfice des propos tenus à chaque table. La perte d'information est d'autant plus considérable que les rapporteurs de groupes n'ont jamais disposé du temps nécessaire à la préparation de rapports élaborés. Il a fallu arriver, ce matin, au stade des rapports principaux pour que la brume se lève vraiment.

Si nous devons poursuivre cette expérience à l'occasion de réunions à venir il faudra donc que les organisateurs reconsidèrent le système des questions posées et leur contenu — en vue surtout d'éliminer l'accessoire au profit de l'essentiel — et articulent l'horaire de manière à laisser aux rapporteurs de groupe le temps nécessaire à une élaboration intellectuelle des matériaux disparates que leur transmettent les « tables ».

Il sera également opportun, dans la perspective d'échanges plus fructueux entre l'Est et l'Ouest, de reconsidérer les avantages et les inconvénients du groupe linguistique russe auquel ont participé presque exclusivement des spécialistes de l'économie socialiste. L'existence de ce groupe a rendu l'amalgame souhaité plus difficile. Il faudra envisager désormais la possibilité qu'un groupe au moins — et de préférence deux — dispose de l'interprétation simultanée. Il y aurait encore beaucoup à dire sur la qualité des

communications entre économistes de l'Est et de l'Ouest et sur les moyens qui permettraient de l'élargir et de l'enrichir. Ce sera une tâche de longue haleine.

4^e question: sur quoi nous sommes-nous accordés ?

Nos quatre rapporteurs principaux ont réussi de complètes et brillantes synthèses des quatre journées de débats ; il est paradoxal de prétendre y ajouter. Mais il faut concentrer encore l'essentiel des propos tenus à Uppsala. J'essaierai donc de dégager, pour chacun des quatre thèmes, une idée-force unique et d'en rappeler les conséquences sur les plans de la recherche et de l'éducation.

S'agissant de la conjoncture et des développements prévisibles à plus long terme, nous avons, semble-t-il, été presque unanimes à juger que, si spectaculaires et si lourds de sens qu'ils soient, les événements des trois ou quatre dernières années ne créaient pas une discontinuité dans l'évolution des économies agricoles européennes. Plutôt signifient-ils une aggravation des difficultés et des incertitudes déjà rencontrées, tant en ce qui concerne le continent européen lui-même que ses rapports avec les autres. Du point de vue des travaux économiques, il faut donc impérativement donner désormais un poids beaucoup plus grand aux considérations sociales et aux rapports, notamment commerciaux, avec le reste du monde.

L'évolution générale prévisible des techniques agronomiques et biologiques sera, de l'avis unanime, stimulée et conditionnée avant tout par les objectifs et les stratégies des complexes agro-alimentaires. Plutôt que du contenu du progrès agricole futur nous avons donc débattu surtout des modalités de sa diffusion. Dans les économies occidentales en tout cas, il apparaît que l'amélioration considérable de la productivité agricole a jusqu'ici insuffisamment bénéficié aux agriculteurs. Les axes de nos recherches et travaux à venir seront donc les suivants : pluridisciplinarité — possibilités de moduler l'évolution technique — influences de la rareté relative des ressources sur cette évolution.

Ces conclusions préfiguraient celles que nous avons ensuite dégagées concernant les relations entre l'agriculture, l'industrie alimentaire et le commerce. Là encore elles sont sans ambiguïté : l'intégration du secteur proprement agricole de l'économie dans le « système alimentaire » englobant industries et services situés en amont et en aval de l'exploitation agricole et contribuant avec elle à la satisfaction des besoins des consommateurs, se poursuivra. Institutionnalisée ou non, cette intégration déplace les centres de décision qui tendent eux-mêmes à se polariser par concentration. Au sein de ce système il s'agit désormais de substituer la transparence au secret et le contractuel au conflictuel. Le rôle des économistes agricoles doit s'élargir et ils doivent se considérer comme faisant partie du corps plus large des économistes de l'alimentation.

Dynamique propre des structures foncières et des structures d'entreprises et dynamique induite par les évolutions économiques et sociales générales et par l'apport des nouvelles techniques faisaient l'objet de notre quatrième thème. Gulliver aurait pu tirer de quelques phases de nos débats un chapitre analogue à celui qu'il a consacré dans ses « Voyages » aux controverses entre « petits-boutistes » et « gros-boutistes ». La querelle sur les mérites et promesses respectifs de la grande et de la petite exploitation ne s'éteindra jamais. A peine la première s'est-elle imposée que l'on parle de décentralisation des décisions. La conclusion, là encore unanime m'a-t-il semblé, c'est que les structures agricoles et leurs transformations sont déterminées par-dessus tout par des choix politico-sociaux explicites ou implicites. De tels choix ayant trop rarement été formulés en termes objectifs et clairs, il nous appartient de pallier cette lacune et aussi de créer des méthodes scientifiques d'évaluation des résultats obtenus.

Ce rapide survol des thèmes de nos débats prouve, s'il en était besoin, que les sujets d'observation et de réflexion ne sont pas près de nous faire défaut !

5^e question: la science économique sépare-t-elle ou rapproche-t-elle économistes et agriculteurs ?

Le temps disponible ne me permettra malheureusement pas de m'étendre sur les rapports — parfois orageux — entre économistes et agriculteurs.

Je le déplore d'autant plus que j'aurais aimé assaisonner ces feuilles de ma salade de quelques cuillerées de vinaigre. Jamais une occasion aussi belle ne se représentera pour moi !

Mais j'ai assez de temps pour attirer l'attention de notre comité exécutif sur le rôle capital que jouent dans ce domaine les économistes des associations agricoles. Intermédiaires désignés entre théoriciens et praticiens, ce sont eux qui initient les seconds aux travaux des premiers. Dans les débats économiques ce sont eux qui nourrissent les dossiers des dirigeants. Ils ont leur place marquée dans notre association, mais peu d'entre eux étaient présents parmi nous. C'est donc dans cette direction que devront porter nos premiers efforts de recrutement.

6^e question: que devront être les futurs travaux de l'AEEA ?

Il résulte de nos travaux — et les quatre rapports principaux illustrent bien ce propos — que le rôle futur de notre jeune AEEA sera double : indiquer des lignes de développement pour nos travaux personnels et ceux dont nos instituts ou organisations ont la charge ; réaliser des synthèses européennes des résultats de telles recherches. Il en résulte aussi à l'évidence que le cadre de ces recherches que définirait une acception étroite du terme « économie agricole » n'a plus de sens. C'est désormais d'économie alimentaire ou de secteur agro-alimentaire qu'il devra s'agir. Les conséquences pour l'articulation de nos universités ou de nos organisations sont immenses et relativement peu explorées.

Parmi les champs d'activités qui s'ouvrent à notre association je n'en vois pas de plus prometteur ni de plus fertile que celui d'un travail en commun entre Européens de l'Est et de l'Ouest. Les différences qui caractérisent nos systèmes socio-économiques respectifs sont précisément des raisons d'enrichir mutuellement nos connaissances. L'élaboration et la mise en œuvre de plans n'ignorent pas les inter-actions de l'offre et de la demande. Le marché organisé des produits agricoles — national ou communautaire — s'assigne des objectifs. La gestion des exploitations personnelles ou coopératives pose bien des problèmes analogues, dont les solutions se trouvent aux mêmes sources.

A la fin du siècle dernier, le romancier naturaliste E. Zola, qui a été traduit dans toutes les langues européennes, a évoqué dans l'une de ses premières œuvres — « La Fortune des Rougon » — le puits mitoyen qui réunissait et séparait à la fois les jeunes héros Silvère et Miette. Creusé sous le mur élevé séparant leurs résidences respectives, il comportait une demi-margelle de chaque côté. On y puisait de l'un et de l'autre sans se voir, sauf parfois un vague reflet.

Mais c'est à la même eau que l'on s'abreuvait. Je propose le puits mitoyen comme emblème de l'AEEA. Un mur nous sépare encore mais nous pouvons nous abreuver au même puits de science. Au fond de ce puits se cache une belle fille — suédoise peut-être — la Vérité.